



HAL
open science

Le “ quadriptyque ” électoral de la peur : immigration, islam, insécurité et identité nationale au programme de l’élection présidentielle

Vincent Geisser

► To cite this version:

Vincent Geisser. Le “ quadriptyque ” électoral de la peur : immigration, islam, insécurité et identité nationale au programme de l’élection présidentielle. *Migrations Société*, 2022, N° 187 (1), pp.3-18. 10.3917/migra.187.0003 . halshs-03906518

HAL Id: halshs-03906518

<https://shs.hal.science/halshs-03906518v1>

Submitted on 11 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le « quadriptyque » électoral de la peur : immigration, islam, insécurité et identité nationale au programme de l'élection présidentielle

Vincent GEISSER

La perspective de sortie de la crise sanitaire et, surtout, les épreuves communes vécues par les Français durant plus de deux années de lutte contre la pandémie de Covid-19 laissent espérer l'avènement d'un « monde meilleur », reposant davantage sur les valeurs de respect, de solidarité et d'ouverture à l'Autre. C'est le vœu émis par Boris Cyrulnik, neuropsychiatre et psychanalyste, et Xavier Emmanuelli, médecin et fondateur du SAMU social de la ville de Paris, dans leur dernier ouvrage : « [...] nous ne sommes pas entrés égaux dans cette crise. Certains d'entre nous ont bénéficié de facteurs de protection. D'autres portaient en eux des facteurs de vulnérabilité. Mais tous nous devons tourner la page pour récrire une histoire nouvelle. Comment se remettre à vivre et construire une société différente, moins pathogène, qui remet l'humain au centre ? Il s'agit de repenser la santé, l'école, les relations parents-enfants, mais aussi notre rapport au temps et notre dépendance aux écrans, de créer de nouveaux rituels, de renouer avec l'altérité »¹. L'on ne peut que partager l'espérance des auteurs et souhaiter que les leçons tirées de la pandémie produisent des effets substantiels sur le fonctionnement de nos sociétés humaines, contribuant à modifier durablement nos attitudes, nos comportements et nos représentations de la relation à autrui en général, et aux étrangers en particulier. De ce point de vue, parce qu'elle constitue un moment intense en émotions et en passions publiques², où sont censés s'affronter les projets de société, les conceptions du lien national et les visions du monde, la campagne pour l'élection présidentielle constitue un site d'observation privilégié des manières de concevoir l'altérité, tant du côté des citoyens ordinaires que des professionnels de la politique. Et ce n'est probablement pas un hasard si depuis plus de trente ans la question du rapport à l'Autre (l'étranger, l'immigré, le descendant de migrant, le minoritaire, etc.) occupe une place majeure dans les débats préélectoraux et

-
1. CYRULNIK, Boris ; EMMANUELLI, Xavier, *Se reconstruire dans un monde meilleur*, Paris : Éd. Humensciences, 2021, 176 p. (voir la quatrième de couverture).
 2. COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, "Élection présidentielle : 'Les émotions façonnent nos réactions à l'environnement'", *Le Monde*, le 6 mai 2017, https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/05/06/election-presidentielle-les-emotions-faconnent-nos-reactions-a-l-environnement_5123513_4854003.html.

les campagnes présidentielles³, comme si les élites politiques hexagonales avaient besoin de produire en permanence de l'altérité sur un registre irénique ou, le plus souvent, sur un mode anxiogène, pour mieux imposer à l'opinion publique leur définition de la « *bonne francité* »⁴. En ce sens, les campagnes électorales et notamment la présidentielle, sont des moments forts où se donnent à voir les processus d'altérisation qui travaillent en profondeur la société française⁵. C'est pour cette raison qu'au-delà du registre purement événementiel, le moment électoral doit être pris au sérieux par les acteurs sociaux, les observateurs et les chercheurs. Plus que productrices de positionnements et de propositions véritablement inédits, les événements électoraux viennent à la fois révéler et confirmer des mutations axiologiques et des évolutions idéologiques « en train de se faire », susceptibles d'annoncer des changements affectant nos manières de « faire société » et de « faire nation ».

D'aucuns s'inquiètent légitimement du phénomène idéologico-politique, qu'ils qualifient de « *zemmourisation des esprits* »⁶, formule qui semble devoir éclipser, pour un temps au moins, celle de « *lepénisation des esprits* » qui avait été popularisée vingt ans plus tôt par le philosophe Pierre Tévanian et l'économiste Sylvie Tissot⁷. Cette expression qui fait florès actuellement chez les éditorialistes, les politiques de gauche et dans les réseaux militants⁸, véhicule toutefois une certaine ambivalence, tant elle personnalise des évolutions axiologiques et idéologiques qui se trouvent réduites au discours d'un seul homme, et au temps présent. Or, cette personnalisation extrême est porteuse de biais. Pour le dire autrement : Éric Zemmour n'a rien inventé. Il reprend à son compte des thématiques anciennes de l'extrême droite, des milieux identitaires, de la *Nou-*

-
3. Depuis sa création, la revue *Migrations société* décrypte régulièrement l'instrumentalisation des thèmes comme l'immigration, les banlieues, l'islam, etc., dans les campagnes électorales. Voir : DRAVIGNY, Josselin, "Présidence Macron et immigration : la continuité en marche ?", *Migrations société*, vol. 29, n° 168, avril-juin 2017, pp. 3-11 ; GASTAUT, Yvan, "De contradictions en effets d'annonce, un sombre bilan", *Migrations société*, vol. 24, n° 140, mars-avril 2012, pp. 3-24 ; GEISSER, Vincent, "Leçons de l'élection européenne de 2019. L'humanisme sécuritaire et néolibéral du président Macron : antidote ou iatrogénie à la 'lèpre nationaliste' ?", *Migrations société*, vol. 31, n° 176, avril-juin 2019, pp. 3-15 ; GEISSER, Vincent, "Le 'bon filon' des primaires : la question identitaire au cœur de la future campagne présidentielle ?", *Migrations société*, vol. 28, n° 166, octobre-décembre 2016, pp. 3-14.
 4. NOIRIEL, Gérard, *Racisme : la responsabilité des élites*, Paris : Éd. Textuel, 2007, 112 p.
 5. COURAU, Henri, "Altérisation et mise en camp des surnuméraires : l'expérience de Sangatte", in : CRENN, Chantal ; KOTOBİ, Laurence (sous la direction de), *Du point de vue de l'ethnicité. Pratiques françaises*, Paris : Éd. Armand Colin, 2012, pp. 249-260.
 6. FARBIAS, Patrick ; MAMÈRE, Noël, "Contre la zemmourisation des esprits, la résistance !", *Le Huffington Post*, le 5 octobre 2016, https://www.huffingtonpost.fr/noel-mamere/contre-la-zemmourisation-des-esprits-la-resistance_b_6225984.html.
 7. TÉVANIEN, Pierre ; TISSOT, Sylvie, *Mots aux maux. Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris : Éd. Dagorno, 1998, 254 p.
 8. COLLECTIF D'INTELLECTUELS, D'ARTISTES ET D'ECRIVAINS, "Non à la zemmourisation des esprits", *Libération*, le 30 décembre 2021, https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/non-a-la-zemmourisation-des-esprits-20211230_YUNMYJ3OXVCYZNSFFMJPTJHIE/.

velle Droite⁹ et vulgarise les pseudo-analyses antiféministes et sexistes du polémiste Alain Soral¹⁰. En ce sens, le phénomène de « zemmourisation des esprits » ne se cantonne pas à l'espace-temps de la campagne électorale, mais plonge ses racines dans une longue série de dérives, de glissements et de renoncements idéologiques de la société française. Les premiers responsables sont probablement les acteurs du champ politique qui ont contribué au fil des campagnes électorales, de manière volontaire ou involontaire, à « détabouiser » et à normaliser les argumentaires de l'extrême droite sécuritaire et xénophobe, en le présentant comme l'émanation naturelle des aspirations populaires : « Zemmour pose les bonnes questions, mais il répond mal »¹¹. Sur ce plan, nous partageons le constat dressé par Mario Stasi, président de la *Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme* (LICRA), et Emmanuel Debono, historien et rédacteur en chef du magazine en ligne *Le droit de vivre* (LEDDV), selon lequel le « cas Zemmour » va bien au-delà du phénomène médiatique artificiellement construit par les éditorialistes, mais représente un facteur autant qu'un symptôme de la radicalisation idéologique affectant de larges secteurs de la société française : « [...] il atteste la résonance forte d'un certain nombre d'idées véhiculées par le candidat putatif, dans tous les courants politiques, y compris à l'extrême gauche, qui présente des taux d'adhésion remarquables. Les enjeux sécuritaires et identitaires dominant chez les électeurs de Zemmour mais s'élèvent à des taux importants chez ceux des autres candidats »¹². À ce niveau, le sondage de l'institut d'études d'opinion IFOP, commandé par *Le droit de vivre* et la LICRA — même si, comme toutes les enquêtes d'opinion, il comporte nécessairement des limites¹³ —, fournit des éclairages pertinents sur l'adhésion relative des Français aux thématiques défendues par le polémiste d'extrême droite¹⁴. Les commentateurs de l'enquête parlent d'un paradoxe : une majorité de Français semble rejoindre

-
9. La *Nouvelle Droite* est un courant de pensée politique d'extrême droite de tendance nationale-européenne, apparu en 1969 avec la fondation du *Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne* (GRECE), dont l'essayiste français Alain de Benoist est le principal représentant.
 10. ZEMMOUR, Éric, *Le premier sexe*, Paris : Éd. J'ai lu, 2009, 128 p. ; SORAL, Alain, *Vers la féminisation ? Pour comprendre l'arrivée des femmes au pouvoir*, Paris : Éd. Blanche, 2007, 210 p.
 11. Nous paraphrasons ici sur un mode critique la phrase de Laurent Fabius, prononcée en 1984, alors qu'il était Premier ministre de François Mitterrand : "L'extrême droite ce sont de fausses réponses à de vraies questions", *Archives de l'INA*, le 5 septembre 1984, <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/i09082524/laurent-fabius-l-extreme-droite-ce-sont-de-fausses-reponses-a-de-vraies>.
 12. STASI, Mario, DEBONO, Emmanuel, "Enquête : une zemmourisation des esprits avec ou sans Zemmour", *Le droit de vivre*, le 26 novembre 2021, <https://www.leddv.fr/actualite/enquete-une-zemmourisation-des-esprits-avec-ou-sans-zemmour-20211126>.
 13. Précision méthodologique sur le sondage IFOP *Ampleur et limites de la "zemmourisation" des esprits : "L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 4 503 personnes inscrites sur les listes électorales, extrait d'un échantillon de 5 025 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 13 octobre 2021"*, <https://www.ifop.com/publication/observatoire-du-zemmourisme-volet-2-ampleur-et-limites-de-la-zemmourisation-des-esprits/>.
 14. KRAUS, François, "Enquête : une zemmourisation des esprits avec ou sans Zemmour", *Le droit de vivre*, le 26 novembre 2021, <https://www.leddv.fr/actualite/enquete-une-zemmourisation-des-esprits-avec-ou-sans-zemmour-20211126>.

Éric Zemmour sur les thématiques anti-immigrés, anti-islam, sur la vision fantasmée de l'identité nationale et sur la représentation « décliniste » de l'avenir de la France (elle serait victime de la mondialisation), sans pour autant cautionner son révisionnisme historique (apologie du maréchal Pétain), son rejet virulent des lois mémorielles (lois Gaysot et Taubira) et sa conception ultraconservatrice des mœurs et des rapports de genre, qui versent facilement dans le sexisme et l'homophobie¹⁵. Mais, comme le soulignent les commanditaires de l'enquête, ce paradoxe n'est qu'apparent et rejoint, en grande partie, l'hypothèse de l'hégémonie au sein de la société française d'un *humanisme sécuritaire*¹⁶ que nous analysons au fil de nos éditoriaux : « *Nul ne sait si l'ascension sondagière du (non)candidat Zemmour se poursuivra, mais elle a le mérite de mettre en lumière un phénomène structurel : une droitisation de l'électorat sur tout un ensemble de "fondamentaux" de la droite radicale-populiste (ex : insécurité, immigration, islamisme, communautarisme...), thèmes sur lesquels celle-ci a acquis lentement mais sûrement une certaine hégémonie culturelle* »¹⁷. Ainsi, les thèmes anti-immigrés et anti-musulmans, la défense d'une identité française mythifiée (Vercingétorix, Charlemagne, Jeanne d'Arc, etc.)¹⁸ et, d'une manière générale, le rapport anxiogène à l'Autre, ne se déclinent plus aujourd'hui au nom de valeurs autoritaires, patriarcales, racistes et xénophobes mais se revendiquent le plus souvent des principes des droits de l'homme, de la liberté de conscience, de l'égalité hommes/femmes et d'un certain universalisme culturel. En ce sens, la criminalisation de l'immigré, du jeune de banlieue ou du musulman apparaît de plus en plus comme une thématique légitime, une « idée comme les autres », qui aurait le mérite d'exister et d'être portée et défendue par les candidats à l'élection présidentielle. Selon nous, c'est donc moins la société française qui se serait « zemmourisée » en l'espace de quelques mois — thèse avancée par la plupart des commentateurs et des éditorialistes — que le polémiste d'extrême droite qui aurait récupéré, sur un mode démagogique et paroxystique, des thématiques enracinées depuis plusieurs années dans la vie publique française et légitimées par les professionnels de la politique, certains par absence de vigilance démocratique, d'autres par pur opportunisme électoral¹⁹. Nous ne le répétons jamais assez : Éric Zemmour n'a absolument rien inventé ; il n'est que le symp-

-
15. GAYLIB, "Éric Zemmour est surtout le candidat de l'homophobie", *Têtu*, le 1^{er} décembre 2021, <https://tetu.com/2021/12/01/tribune-election-presidentielle-2022-eric-zemmour-candidat-homophobie/>.
16. GEISSER, Vincent, "Des 'banlieues de l'Europe' aux banlieues de l'Hexagone : le triomphe de la doctrine de l'humanisme sécuritaire", *Migrations société*, vol. 17, n° 102, novembre-décembre 2005, pp. 3-11.
17. KRAUS, François, art. cité.
18. COLLECTIF, *Zemmour contre l'histoire*, Paris : Éd. Gallimard, 2022, 64 p. ; JOLY, Laurent, *La falsification de l'Histoire : Éric Zemmour, l'extrême droite, Vichy et les juifs*, Paris : Éd. Grasset, 2022, 140 p. ; voir aussi l'ouvrage de l'historienne Suzanne CITRON, *Le mythe national. L'histoire de France revisitée*, Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier, 2019, 351 p.
19. VAN DIJK, Teun A., "Le racisme dans le discours des élites", *Multitudes*, n° 23, Hiver 2005-2006, pp. 41-52.

tôme politique, médiatique et électoral d'un long processus de banalisation de l'idéologie d'extrême droite dans la société hexagonale.

Le « quadriptyque » électoral de la peur — immigration, islam, insécurité et identité nationale —, n'est donc pas une invention zemmourienne. Parler de « *zemmourisation des esprits* », bien que la formule ait le mérite de susciter le débat, véhicule une ambiguïté profonde, en ce sens que cette expression verse trop facilement dans le présentisme²⁰ et qu'elle contribue à une entreprise de déculpabilisation collective, en rejetant la responsabilité de la « dérive » autoritaire et sécuritaire sur un individu. Car la véritable question n'est pas tant de savoir si le polémiste favorise une radicalisation des esprits citoyens mais plutôt de comprendre comment on en est arrivé là. Dans la France contemporaine, rappelle l'historien Sébastien Ledoux, « *les thèmes de l'immigration ou de l'identité ont déjà été instrumentalisés par des politiques dans le jeu démocratique (avec l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme à la fin du XIX^e siècle, dans les années 1930 contre les immigrés provenant d'Europe de l'Est). Ce n'est pas une totale nouveauté que d'utiliser l'immigration pour se faire élire* »²¹. De même, la pseudo-théorie du « grand remplacement », que l'on croit récente, est en réalité ancienne, comme le précise le sociologue et démographe François Héran : « *Il faut savoir que cette notion existait déjà en 1880 : dans le nord de la France, on estimait qu'il y avait trop de Belges par rapport aux Français. À l'époque de Napoléon aussi, l'idée de "grand remplacement" était déjà bien présente. On avait interdit aux Juifs de s'installer en Alsace car on pensait qu'ils allaient surpeupler la région. Ils étaient soi-disant plus féconds et achetaient plus de terres en Alsace. Autrefois, on était choqué par les pizzerias, aujourd'hui, c'est par les boucheries halal* »²². La construction publique du « problème immigré » a donc des racines historiques profondes qui resurgissent périodiquement, faisant l'objet de toutes sortes d'instrumentalisations politiques, électorales et médiatiques. Il est vrai que depuis la fin des années 1980, le débat public sur l'immigration en France tend de plus en plus à se « culturaliser », se manifestant par des fantasmes anxiogènes sur la perte d'identité et le délitement du lien national. L'immigré n'est plus seulement perçu comme le voleur du pain et de l'emploi du travailleur français²³, mais aussi comme porteur d'une culture exogène qui menacerait directement notre identité nationale. Le pire est que cette culture exogène est censée se transmettre, comme un virus inoculé dans un corps sain. D'où une

20. TASSEL, Julien, "Les usages publics du passé en temps de présentisme" (entretien avec François HARTOG), *Sociologies pratiques*, n° 29, 2014, pp. 11-17.

21. TRAN, Sandrine, "Présidentielle : pourquoi l'immigration prend le pas sur l'écologie et les autres sujets ?" (Entretien avec Sébastien LEDOUX), *Ouest France*, le 30 janvier 2022, <https://www.ouest-france.fr/elections/presidentielle/entretien-presidentielle-pourquoi-l-immigration-prend-le-pas-sur-l-ecologie-et-les-autres-sujets-8c2e09ca-7f54-11ec-b975-0fbb12fc3f9f>.

22. CARRETERO, Leslie, "Présidentielle 2022 : 'Le sujet migratoire n'est pas nouveau, mais le débat s'est radicalisé'" (entretien avec François HÉRAN), *Infomigrants*, le 15 février 2022.

23. GALLORO, Piero-D., "L'expulsion des Italiens de Lorraine au début de la Grande Guerre : entre ennemi intérieur et italophobie ordinaire", *Migrations société*, vol. 26, n° 156, novembre-décembre 2014, pp. 109-118.

fixation obsessionnelle sur les descendants et les nouvelles générations de l'immigration qui sont supposés partager la même culture que leurs parents (arabo-musulmane, africaine, asiatique, turque, etc.), alors qu'en réalité — la majorité des études sociologiques le montrent²⁴ —, ils adhèrent très majoritairement aux modèles culturels de la société française : « Depuis les années 1980, souligne Sébastien Ledoux, les préoccupations d'ordre culturel ont gagné des électeurs de différentes catégories sociales. Il y a le sentiment de ne plus être chez nous, que la société se transforme, que l'on va être déraciné. C'est l'idée et le fantasme du grand remplacement. Tout cela crée une angoisse. À ce moment de l'histoire, le monde est devenu de plus en plus mondialisé et cette mondialisation apporte parfois un déclassement social avec des usines relocalisées, et le sentiment que l'on ne maîtrise plus sa propre vie qui est décidée ailleurs, par des personnes invisibles. On n'est plus assuré d'un progrès pour soi et ses propres enfants. Au contraire, on va vers un possible déclin. C'est un désenchantement après les Trente Glorieuses puis l'accélération des changements liés au numérique depuis les années 2000. Les enjeux autour du récit national interviennent dans ce cadre-là. On se construit un récit de reconfortification (mélange de reconfort et de fortification) [...]. On va mystifier une histoire qui a un côté reconfortant. La fortification arrive ensuite car on construit une forteresse intérieure, séparée des autres. Les autres, ce sont les immigrés et les musulmans. On crée un rempart avec une histoire d'avant auquel ces gens n'appartiendraient pas »²⁵.

Mais ne nous y trompons pas : ce processus de « culturalisation » du débat sur l'immigration est moins le fait des électeurs ordinaires que des élites partisans et gouvernementales. L'idée que les professionnels de la politique se contenteraient de répondre aux angoisses, aux demandes et aux revendications des simples citoyens (approche *bottom-up*, « de bas en haut »²⁶) doit être largement remise en cause²⁷. Car c'est bien un travail de cadrage politique²⁸ qui aboutit à transformer (et donc à dénaturer) les réalités migratoires en les hissant au rang de « problème immigré », présenté aux électeurs comme une évidence sociale et une question d'intérêt général. Comme le relève la sociologue Paula de Souza Paes, qui a consacré une thèse de doctorat à l'analyse des discours publics sur la question migratoire, « les actions de communication sur l'immigration apparaissent comme un outil gouvernemental qui contribue à fixer et à imposer le

24. SIMON, Patrick ; BEAUCHEMIN, Cris ; HAMEL, Christelle (sous la direction de), *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France. Premiers résultats*, Paris : INED Éditions, 2010, 152 p., <https://www.ined.fr/fr/publications/editions/document-travail/trajectoires-et-origines-enquete-sur-la-diversite-des-populations-en-france-premiers-resultats/>.

25. TRAN, Sandrine, (entretien avec Sébastien LEDOUX), art. cité.

26. LASCOURMES, Pierre ; LE GALÈS, Patrick, *Sociologie de l'action publique*, Paris : Éd. Armand Colin, 2012, 128 p.

27. COLLOVALD, Annie, *Du populisme du FN. Un dangereux contresens*, Vulaines-sur-Seine : Éditions du croquant, 2004, 256 p.

28. HASSENTEUFEL, Patrick, "Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics", *Informations sociales*, n° 157, 2010, pp. 50-58.

cadre du « problème immigré ». L'immigration est présentée comme une question d'intérêt général [...] »²⁹. En effet, depuis le milieu des années 1980, la construction politique du « problème immigré » « s'inscrit dans une logique de gouvernementalité de la société qui tend de plus en plus à faire du phénomène migratoire l'exutoire de toutes les angoisses sociétales et nationales françaises : la crise sociale et financière, la mondialisation, l'intégration européenne, le « péril chinois », etc., autant de faits réels ou imaginaires qui, à tort ou à raison, sont perçus comme des menaces pour l'identité nationale »³⁰. De ce point de vue, l'annonce en mai 2007 de la création, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, d'un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement³¹ ne constitue pas une simple parenthèse politique, ou un accident dans l'histoire de la V^e République, comme certains ont voulu nous le faire croire. Elle peut être interprétée comme une rationalisation bureaucratique de la construction publique du « problème immigré » sur le temps long, qui est le fait de tous les gouvernements, de gauche et de droite. Au regard du traitement du « problème immigré » dans le débat public des trente dernières années, comment s'étonner de l'émergence en 2021-2022 du phénomène que certains qualifient de « zemmourisation des esprits » ? Si Éric Zemmour est bel et bien un monstre politique et électoral, il convient d'admettre que ses géniteurs sont moins les électeurs et les citoyens ordinaires que les acteurs professionnels de la politique qui, depuis plus de trente ans, contribuent à fabriquer une vision anxigène de la question migratoire³². Dans tous les cas, les discours et les programmes électoraux de l'élection présidentielle de 2022 portent la marque de ce double processus de culturalisation et de dramatisation du « problème immigré », encore présenté aujourd'hui comme une évidence sociale, une priorité nationale et une question d'intérêt général.

Du côté du président-candidat, c'est la « continuité en marche » pour reprendre la formule du politiste Josselin Dravigny³³. À la veille de l'échéance électorale de 2022, Emmanuel Macron joue simultanément sur plusieurs registres. Face au discours anti-immigrés et xénophobe de l'extrême droite (Marine Le Pen et Éric Zemmour) — dont il espère secrètement affronter l'un des deux au second tour de l'élection présidentielle —, le chef de l'État prône un discours

29. DE SOUZA PAES, Paula, « La question de l'immigration comme enjeu de communication publique et politique », *Les enjeux de l'information et de la communication*, n° 16, 2015, pp. 73-87 (voir p. 82).

30. GEISSER, Vincent, « Qui veut gagner... l'identité nationale ? », *Migrations société*, vol. 21, n° 126, novembre-décembre 2009, pp. 3-8 (voir p. 5). Sur ce sujet, voir aussi BIGO, Didier, « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude ? », *Cultures & conflits* [En ligne], n° 31-32, Printemps-Été 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 27 février 2022.

31. Décret n°2007-999 du 31 mai 2007 relatif aux attributions du ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du codéveloppement : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000822866/>.

32. LAURENS, Sylvain ; HMED, Choukri (sous la direction de), « L'invention de l'immigration », Marseille : Éditions Agone, 2008, 230 p.

33. DRAVIGNY, Josselin, art. cité.

généreux, se revendiquant de l'héritage humaniste européen. Il reste fidèle à sa stratégie d'endiguement de la « lèpre nationaliste », développée lors des élections européennes de 2019 : « *Le repli nationaliste ne propose rien ; c'est un rejet sans projet. Et ce piège menace toute l'Europe : les exploités de colère, soutenus par les fausses informations, promettent tout et son contraire. Face à ces manipulations, nous devons tenir debout. Fiers et lucides. Dire d'abord ce qu'est l'Europe. C'est un succès historique : la réconciliation d'un continent dévasté, dans un projet inédit de paix, de prospérité et de liberté. Ne l'oublions jamais. Et ce projet continue à nous protéger aujourd'hui* »³⁴.

Mais le contexte terroriste aidant³⁵, Emmanuel Macron a largement « durci » son discours sur l'immigration et l'intégration des descendants d'immigrés, au point de reprendre à son compte certaines thématiques et propositions défendues par les partis de droite, voire d'extrême droite. Le registre humaniste cède le pas ici à celui du sécuritarisme migratoire. Dans son allocution de Tourcoing du 2 février 2022, que l'on peut considérer comme son discours-programme en matière migratoire, le président-candidat établit clairement un lien entre « terrorisme » et « immigration ». Selon lui, l'ouverture des frontières de l'Europe augmenterait le « risque terroriste ». Il déclare ainsi : « *Notre Europe et nous chérissons cela, elle est fondée sur un principe : la libre circulation des personnes, la promesse de mobilité sans contrôles aux frontières intérieures. Cette promesse, formulée il y a près de 40 ans, a été tenue pendant une vingtaine d'années, jusqu'à ce que des événements douloureux viennent la bousculer : les attentats terroristes, la crise migratoire de 2015-2016, la crise sanitaire et un contexte international plus volatil à nos portes qui nous rappellent qu'il n'y a pas de libre circulation intérieure sans maîtrise des frontières extérieures. [...] Mais le moment que nous vivons, marqué par cette situation géopolitique exceptionnelle et les menaces à la fois liées à des conflits voisins et au risque terroriste, nous impose de prendre des mesures plus radicales. De reprendre en main le contrôle de nos frontières et, ce faisant, la maîtrise de notre destin* »³⁶.

Dans cette perspective de renforcement drastique du contrôle des flux migratoires et de réduction du nombre de visas accordés aux migrants en provenance de pays tiers, le président-candidat propose une refonte totale de la politique européenne d'asile : « *La troisième priorité sur laquelle je voulais revenir porte quant à elle sur le Pacte asile et migration. Dès les Accords de Schengen, se doter d'une politique commune d'asile et de migration a été posée comme le complément indispensable d'un espace sans contrôles à ses frontières intérieures.*

34. Cité par GEISSER, Vincent, « Leçons de l'élection européenne de 2019. L'humanisme sécuritaire et néolibéral du président Macron : antidote ou iatrogénie à la 'lèpre nationaliste' ? », art. cité.

35. GEISSER, Vincent, « Immigration et terrorisme : 'corrélation magique' et instrumentalisation politique », *Migrations société*, vol. 32, n° 182, octobre-décembre 2020, pp. 3-13.

36. MACRON, Emmanuel, *Allocution prononcée à l'Hôtel de ville de Tourcoing*, le 2 février 2022, <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/02/02/deplacement-du-president-de-la-republique-dans-le-nord>.

Puisque nos frontières externes sont partagées, notre espace de libre circulation est commun, nous devons continuer à bâtir une réponse européenne aux défis liés à l'asile et aux migrations. Il nous faut donc prendre acte de cette responsabilité collective et avancer ensemble dans un esprit de solidarité et fidèle à la paternité européenne sur la création du droit d'asile pour construire une politique européenne d'asile et de maîtrise des migrations. C'est ça notre défi »³⁷. Dans la foulée, Emmanuel Macron propose même de créer un Conseil [de] Schengen qui, sans se substituer à la Commission, assurerait sur le plan technique la gouvernance de l'Union européenne (UE) en matière migratoire : « Un Conseil Schengen pourrait donc être installé. Au près de lui, un coordinateur pourrait être mis en place. Ce Conseil vous réunirait régulièrement autour d'un ordre du jour très opérationnel : la situation aux frontières extérieures, l'évaluation des vulnérabilités, l'anticipation des crises et la réaction rapide aux crises »³⁸.

Derrière le terme de solidarité européenne en matière d'immigration et d'asile, c'est aussi celui de sécurité européenne qui pointe dans le programme du président de la République. Avec, d'une part, une volonté de consolider la logique de « frontexisation » dans la gestion des flux migratoires, faisant appel à des technologies sécuritaires de plus en plus sophistiquées : « L'Agence Frontex a ainsi été créée et est en train de monter en puissance avec des effectifs renforcés. Nous avons beaucoup plaidé pour continuer ce renforcement. Il est indispensable. C'est un acquis, il faut le consolider. Nos systèmes d'information européens ont été modernisés, que ce soit par le renforcement des systèmes existants — système d'information Schengen, système d'information sur les visas — ou par la création de nouveaux systèmes comme le système entrée-sortie, le système d'information et autorisation des voyages, et l'interopérabilité de ces systèmes est notre nouvelle frontière »³⁹. Et, d'autre part, une politique d'éloignement plus efficace et systématique des déboutés du droit d'asile : le président appelle ainsi à « une politique de l'Union plus opérationnelle et plus unie en matière d'éloignement et de réadmission. Parce que si nous voulons tenir nos valeurs, avoir une politique plus efficace en termes d'instruction de l'asile, mais protéger celles et ceux qui en ont besoin, il faut aussi que nous puissions plus efficacement raccompagner vers leur pays d'origine celles et ceux à qui nous ne donnons pas ces titres et la protection. C'est un point fondamental : lutter contre l'immigration illégale qui, alimentée par des réseaux faisant trafic de la misère, pousse des hommes, des femmes, des enfants vers la mort »⁴⁰.

Sur le plan sociétal, enfin, le programme du président-candidat tient surtout à la formule magique de « la lutte contre le séparatisme » qui, sous couvert d'endiguer l'extrémisme islamiste et le radicalisme djihadiste dans la société

37. MACRON, Emmanuel, *op. cit.*

38. *Ibidem.*

39. *Ibidem.*

40. MACRON, Emmanuel, *op. cit.*

française, notamment dans les quartiers populaires, en vient, comme le montre le politiste Julien Talpin, à criminaliser toutes les formes de mobilisations publiques musulmanes, y compris les plus pacifiques⁴¹. En définitive, le programme présidentiel d'Emmanuel Macron en matière d'immigration et d'asile prétend lutter contre la « lèpre nationaliste » — et donc contre la « *zemmourisation des esprits* » —, tout en confortant l'idée de l'existence d'un « problème immigré » comme priorité nationale et européenne.

Si la présence du polémiste d'extrême droite dans la course à l'élection présidentielle n'a eu que peu d'effets sur le discours-programme d'Emmanuel Macron (« *la continuité en marche* » combinant humanisme et sécuritarisme), ce n'est pas le cas à droite de l'échiquier politique, où il a suscité une forme de surenchère identitaire et sécuritaire. Tant dans son discours que dans son programme électoral, la candidate du parti *Les Républicains* (LR), Valérie Pécresse, a très largement intégré des thématiques d'extrême droite, allant bien au-delà des propositions avancées par Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012. Outre la crainte de ne pas être qualifiée au second tour de l'élection présidentielle, Valérie Pécresse doit aussi composer avec les courants identitaires et sécuritaires de son parti (notamment celui d'Éric Ciotti, député des Alpes-Maritimes⁴²) qui ont totalisé près de 40 % des suffrages exprimés lors des primaires de la droite. De ce fait, la candidate LR a très largement radicalisé son discours-programme faisant siennes certaines analyses et propositions de l'ancien *Front national* de Jean-Marie Le Pen et du nouveau *Rassemblement national* (RN) présidé par sa fille, en matière d'immigration et d'asile mais aussi dans le traitement social des descendants de l'immigration postcoloniale : « *Valérie Pécresse a été l'une des premières à mettre en évidence le lien qui existait entre immigration et délinquance. Elle propose de tourner la page de 10 ans de laxisme migratoire avec un objectif clair : ne plus subir pour reprendre notre destin en main. Elle proposera aux Français un grand projet de loi constitutionnelle qui sera votée dès son arrivée au pouvoir* »⁴³. Parmi les propositions phares du programme de Valérie Pécresse, qui n'ont rien à envier aux thématiques identitaires et sécuritaires d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen, citons : la conditionnalité des prestations sociales à la nationalité française et à une présence de cinq ans sur le territoire national pour les étrangers ; la restriction de l'*Aide médicale d'État* aux soins urgents et aux maladies contagieuses ; la suppression de toutes les aides sociales aux migrants en situation irrégulière. Au-

41. PERROTIN, David, "Le chercheur Julien Talpin : 'Toute forme de mobilisation des musulmans apparaît suspecte'", *Mediapart*, le 4 février 2022, <https://www.mediapart.fr/journal/france/040222/le-chercheur-julien-talpin-toute-forme-de-mobilisation-des-musulmans-apparaît-suspecte> ; GEISSER, Vincent, "Un séparatisme 'venu d'en haut'. Rhétorique identitaire pour élites en mal de légitimité populaire", *Migrations société*, vol. 33, n° 183, janvier-mars 2021, pp. 3-15.

42. COHEN, Patrick, "L'immigration et l'identité dans la pré-campagne présidentielle française", Émission "L'esprit public", *France Culture*, le 21 novembre 2021, <https://www.franceculture.fr/emissions/l-esprit-public/l-immigration-et-l-identite-dans-la-pre-campagne-presidentielle-francaise>.

43. Programme de Valérie Pécresse, candidate LR à l'élection présidentielle de 2022, <https://valeriepecresse.fr/projet/immigration/>.

delà de l'instauration d'une « préférence nationale » à peine voilée, Valérie Pécresse souhaite également rétablir « la politique des charters », remettre au goût du jour les tests osseux pour les mineurs étrangers sans papiers, expulser les personnes condamnées de nationalité étrangère une fois leur peine effectuée, négocier avec les pays d'origine afin que les condamnés purgent leur peine « chez eux », et rendre obligatoire le dépôt des demandes d'asile depuis l'étranger dans des « centres dédiés » (euphémisme pour parler de « camps »), etc. Mais, plus encore, pour satisfaire les courants identitaires de son parti et les franges radicales de son électorat potentiel, Valérie Pécresse annonce : « *La fin de l'automaticité du droit du sol : des preuves de maîtrise de la langue et de respect des valeurs de la République seront exigées* »⁴⁴. Enfin, la candidate LR revendique clairement la dimension civilisationnelle de son combat politique et électoral pour la reconquête de « *la fierté française* » face à l'immigration extra-européenne et aux descendants de migrants postcoloniaux en défaut d'assimilation et principaux vecteurs, selon elle, du communautarisme⁴⁵ : « *Je me bats pour une fierté française retrouvée car un pays fier est invincible. L'identité française et l'art de vivre à la française doivent être défendus, notamment aux frontières car l'immigration non contrôlée, non assimilée, est une poudrière dans la République* »⁴⁶.

Contrairement à une idée reçue, parfois avancée par les éditorialistes⁴⁷, la présence d'Éric Zemmour dans la course à l'élection présidentielle n'a pas incité Marine Le Pen à normaliser son image et à lisser son programme électoral. Si normalisation politique il y a, c'est moins dans l'absolu que par contraste : la candidate du *Rassemblement national* a effectivement trouvé plus radical qu'elle sur les questions migratoires, identitaires et sécuritaires. Le processus de normalisation est donc très relatif, car sur la quasi-totalité des propositions, les programmes électoraux des candidats du RN⁴⁸ et du mouvement *Reconquête*⁴⁹ à l'élection présidentielle de 2022 sont jumeaux. Citons les principaux points de convergence : arrêt total du regroupement familial, limitation stricte des demandes d'asile qui devront être effectuées depuis l'étranger, préférence nationale dans le domaine de l'emploi, du logement et des aides sociales, expulsion systématique des étrangers condamnés même à des peines minimales, suppression du droit du sol au profit du droit du sang et conservation de la naturalisation sur critères de mérite et d'assimilation, et combat contre l'islam politique (souvent confondu par les deux candidats avec les mobilisations musulmanes dans

44. Ibidem.

45. Valérie Pécresse propose notamment de « lutter contre le communautarisme grâce au plan anti-ghetto qui limite à 30 % la part de logements très sociaux dans une commune », <https://valeriepecresse.fr/projet/immigration>.

46. PÉCRESSÉ, Valérie, *Discours à la Convention nationale du parti Les Républicains*, le 20 novembre 2021.

47. SAPIN, Charles, « Marine Le Pen : les risques d'une stratégie de 'normalisation' », *Le Figaro*, le 25 février 2021, <https://www.lefigaro.fr/politique/marine-le-pen-les-risques-d-une-strategie-de-normalisation-20210224>.

48. Programme présidentiel de Marine Le Pen, candidate du *Rassemblement national* (RN), <https://mlafrance.fr/programme>.

49. Programme présidentiel d'Éric Zemmour, <https://programme.zemmour2022.fr>.

l'espace public), etc. Ce qui différencie, en réalité, Marine Le Pen et Éric Zemmour, c'est moins le contenu de leurs programmes que le degré de virulence de la rhétorique anti-immigrés, anti-islam et xénophobe (les leaders du RN ont appris avec le temps à policer leurs déclarations pour échapper aux condamnations judiciaires) et la sociologie de leur électorat potentiel, qui serait plus masculin, urbain et élitaire chez le polémiste d'extrême droite et davantage populaire, rural et féminin pour le parti lepéniste⁵⁰. Mais parler de normalisation du RN relève du mythe, à moins de considérer que l'accoutumance sur le temps long d'une partie des élites et des citoyens français aux thématiques d'extrême droite soit un signe de normalisation. Selon nous, il serait préférable de parler de banalisation des idées radicales sur le plan sécuritaire et identitaire, processus qui finit par toucher de larges secteurs de la société française.

Et qu'en est-il des candidats de gauche ? Ont-ils été, eux aussi, influencés par la présence du polémiste d'extrême droite dans la campagne présidentielle ? Si oui, comment ? Peut-on aller jusqu'à parler d'une « *zemmourisation des esprits* », perceptible y compris dans les programmes électoraux des forces de gauche et écologistes ?

Il est vrai que certaines déclarations de Fabien Roussel, candidat officiel du *Parti communiste français* (PCF) à l'élection présidentielle, ont parfois été interprétées comme une forme de « durcissement » politique sur les questions d'immigration, de laïcité et d'identité nationale. Si certains observateurs se sont satisfaits de cette évolution du PCF⁵¹, y voyant la marque d'un esprit de responsabilité face aux errements cosmopolites et multiculturels de la gauche « woke »⁵², d'autres au contraire se sont inquiétés du retour d'un communisme identitaire et sécuritaire, rappelant l'époque où le PCF faisait de l'expression « *Produire français* » son principal slogan de campagne électorale et luttait au début des années 1980 contre les foyers d'immigrés clandestins dans la banlieue rouge⁵³ : « *La thématique de l'ordre n'est certes pas extérieure à la matrice communiste. Le PCF*

50. RIVIERE, Emmanuel, "Par rapport à Éric Zemmour, Marine Le Pen trouve davantage de crédit auprès des femmes et des ouvriers", *Le Monde*, le 17 janvier 2022.

51. ROUSSET, Alexandre, "Présidentielle : le communiste Fabien Roussel cultive sa différence à gauche", *Les Échos*, le 04 février 2022, <https://www.lesechos.fr/elections/presidentielle/presidentielle-le-communiste-fabien-rousseau-cultive-sa-difference-a-gauche-1384633> ; SAYS, Frédéric, "Fabien Roussel : 'La gauche doit porter un discours républicain et progressiste sur la sécurité'", *France Culture*, le 3 juillet 2021, <https://www.franceculture.fr/emissions/politique/fabien-rousseau-secretaire-national-du-pcf>.

52. En anglais "éveillé", désignant aujourd'hui les courants et les tendances de gauche sensibles aux questions de justice sociale, d'égalité hommes/femmes, de lutte contre les discriminations et favorables à l'avènement d'une société multiculturelle. En réalité, c'est une expression fourre-tout qui vise surtout à stigmatiser les militants et les personnalités de gauche qui refusent les dérives autoritaires et identitaires de la classe politique française : MAAD, Asma, "Qu'est-ce que la pensée 'woke' ? Quatre questions pour comprendre le terme et les débats qui l'entourent", *Le Monde*, le 24 septembre 2021, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/09/23/quatre-questions-pour-cerner-les-debats-autour-du-terme-woke_6095681_4355770.html.

53. MASCLET, Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : Éd. La Dispute, 2003, 317 p.

s'est toujours voulu le parti d'un "nouvel ordre contre le désordre capitaliste". Mais au sein même du PCF, il existe plusieurs réponses : celles qui ont prévalu avec Georges Marchais et Robert Hue — plaçant les questions de sécurité et d'immigration dans leur campagne présidentielle — là où Marie-George Buffet, puis Pierre Laurent, avaient plutôt entraîné le parti dans une approche soucieuse du respect et de l'extension des droits humains, notamment à partir de l'entrée féministe. Roussel s'inscrit dans la première approche. Il reprend à son compte la vieille idée selon laquelle il faut aller chercher le vote populaire sur les terrains où s'expriment ses attentes, aujourd'hui sous influence de l'extrême droite »⁵⁴. Toutefois, à la lecture du programme électoral de Fabien Roussel, cette thèse de la dérive identitaire et sécuritaire du *Parti communiste français* doit être largement nuancée, voire infirmée. En effet, les documents de campagne laissent clairement apparaître l'attachement du PCF à une politique « ouverte » sur les questions sociétales (lutte contre les discriminations ethno-raciales et homophobes, dénonciation des violences policières, laïcité d'inclusion et non d'exclusion, etc.) et encore davantage sur les questions migratoires. On peut ainsi lire dans le programme présidentiel du parti : « Une politique d'humanité sera mise en œuvre pour accueillir les populations migrantes. Les tests osseux seront interdits pour les mineur-e-s non accompagné-e-s qui seront protégé-e-s dans le respect de la Convention internationale des droits de l'enfant. Les travailleuses et travailleurs sans papiers en activité seront régularisés, car l'égalité de statut est une arme contre le travail clandestin et la mise en concurrence des salarié-e-s, tels que le pratiquent des employeurs. Le droit d'asile sera de nouveau garanti aux réfugié-e-s »⁵⁵.

Sur ce plan, le programme du candidat du PCF rejoint sur de nombreux points celui des autres candidats de gauche : régularisation des sans-papiers exerçant une activité professionnelle, maintien de la carte de séjour de 10 ans, respect des conventions internationales sur le droit d'asile, protection totale des mineurs non accompagnés, défense du principe du droit du sol contre le droit du sang, renforcement de la lutte contre les discriminations ethno-raciales et sexistes, etc. Sur l'ensemble de ces questions, les différences programmatiques entre les candidats de gauche paraissent minimes, même si la candidate officielle du *Parti socialiste* (PS), Anne Hidalgo, reste prudente sur la politique de régularisation, préférant déplacer le problème sur la fermeture des voies alimentant l'immigration clandestine, avec le traditionnel couplet sur la nécessaire intégration des nouveaux arrivants, hérité des politiques socialistes des années 1990 : « L'immigration mérite une politique réfléchie et apaisée plutôt que les excès et les fantasmes dont elle fait trop souvent l'objet. Je garantirai un accueil digne en toutes circonstances des demandeurs d'asile, par une réparti-

54. JACQUEMAIN, Pierre, "PCF : cap sur le sécuritaire", *Regards*, le 15 mai 2021, <http://www.regards.fr/actu/article/pcf-cap-sur-le-securitaire>.

55. Extrait du programme de Fabien Roussel (PCF) à l'élection présidentielle de 2022, https://www.fabienroussel2022.fr/le_programme.

tion équilibrée sur tout le territoire et des délais de traitement de leurs demandes maîtrisés à chaque étape. Je lutterai contre les voies irrégulières et meurtrières d'immigration clandestine. La politique d'intégration sera relancée : elle s'appuiera sur l'accès au travail dès la demande d'asile, sur l'organisation de cours de français gratuits, pour les nouveaux arrivants comme pour les immigrés déjà installés qui souhaitent améliorer leur maîtrise de notre langue ; les dimensions culturelles et historiques de notre pays seront également enseignées »⁵⁶. À l'opposé, Jean-Luc Mélenchon estime qu'il convient moins d'axer la lutte sur les conséquences de l'immigration illégale que sur ses causes profondes, c'est-à-dire les inégalités de développement à l'échelle de la planète : « Émigrer est toujours une souffrance, les migrations sont un sujet trop sérieux pour les réduire à des surenchères. La première tâche est de permettre à chacun de vivre chez soi. Pour cela, il faut arrêter les guerres, les accords commerciaux qui détruisent les économies et affronter le changement climatique »⁵⁷. Dans cette perspective, le candidat de *La France insoumise* propose de créer une *Organisation mondiale des migrants* qui pourrait être supervisée par l'*Organisation des Nations unies*.

Au final, le véritable point de discordance entre les différents candidats de gauche sur les questions migratoires concerne le rôle de l'Union européenne (UE). D'aucuns appellent l'UE à entreprendre une réforme en profondeur de la politique d'asile et d'immigration (Yannick Jadot⁵⁸, le candidat du *Pôle écologiste*, Anne Hidalgo⁵⁹ et Christiane Taubira⁶⁰, désignée lors de la *Primaire populaire*), alors que d'autres prônent davantage des solutions nationales ou extranationales (onusiennes par exemple), voire une remise en cause totale de la politique européenne en matière migratoire. En témoigne la position de Jean-Luc Mélen-

56. Extrait du programme d'Anne Hidalgo (ps) à l'élection présidentielle de 2022, https://www.2022avechidalgo.fr/notre_programme.

57. Extrait du programme de Jean-Luc Mélenchon, candidat à l'élection présidentielle de 2022, <https://melenchon2022.fr/programme/chapitre-5-independance-de-la-france/>.

58. Yannick Jadot se dit partisan d'une "Europe humaniste" qui refuse "la politique de répression et de refoulement à l'encontre des migrant-e-s en Europe, aux frontières, en mer et à l'étranger et engage des moyens humanitaires partout où le niveau de détresse l'exige. Nous renégocierons avec le Règlement de Dublin pour le remplacer par un mécanisme de relocalisation respectueux des liens sociaux et des aspirations des migrant-e-s. Nous renégocierons l'accord migratoire entre la France et le Royaume-Uni pour limiter les drames en mer comme à terre", programme du candidat du *Pôle écologiste* à l'élection présidentielle de 2022, <https://www.jadot2022.fr/programme>.

59. Anne Hidalgo souhaite une "réforme complète du système de Dublin pour garantir des procédures efficaces et un accueil digne des personnes. Ce système sera basé sur la solidarité entre États membres, en fonction de leurs capacités, notamment d'accueil, plutôt que sur la règle arbitraire qui veut que le premier pays d'entrée dans l'Union soit le pays responsable du traitement des demandes" : Programme de la candidate du *Parti socialiste* à l'élection présidentielle de 2022, https://www.2022avechidalgo.fr/notre_programme.

60. Christiane Taubira propose, par exemple, la création d'une agence européenne de l'asile : <https://www.avectaubira.fr/nos-combats/> ; voir aussi : SERVICE POLITIQUE DU JOURNAL LE MONDE ; LES DÉCODEURS, "Le programme de Christiane Taubira à la présidentielle 2022", *Le Monde*, le 14 février 2022, https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/14/le-programme-de-christiane-taubira-a-la-presidentielle-2022_6113626_823448.html.

chon qui, s'il est élu président de la République, prévoit de suspendre le règlement de Dublin, renégocier les Accords du Touquet⁶¹ et supprimer l'agence Frontex qui est, selon lui, le symbole d'une Europe sécuritaire⁶². Dans cette volonté de certains candidats de gauche de dépasser le prisme sécuritaire de la politique d'immigration et d'asile, la proposition la plus audacieuse est sans doute celle émise par Yannick Jadot, qui souhaite la confier à un nouveau ministère des Solidarités, réduisant ainsi les prérogatives du ministère de l'Intérieur : « *Nous établirons une autre politique migratoire. Nous sortirons la politique migratoire de l'optique sécuritaire en la confiant à un grand ministère des solidarités* »⁶³.

« *De quoi Zemmour est-il le nom ?* » se demande Nicolas Truong, journaliste au quotidien *Le Monde*. Répondre à cette question suppose préalablement de faire l'effort de nous « décentrer » du personnage lui-même qui, comme nous l'avons montré au fil de ces lignes, est moins un facteur qu'un symptôme, révélateur de nos ambivalences, de nos hypocrisies et de nos renoncements collectifs. Le phénomène Zemmour n'est pas un accident de campagne mais bien la preuve que les schémas de pensée autoritaires et identitaires se sont progressivement mais sûrement installés dans le débat public hexagonal depuis plus de trente ans. C'est donc moins un phénomène de « *zemmourisation des esprits* » que nous vivons ces derniers mois, que la confirmation du recul d'une certaine conscience humaniste et démocratique qui a accoutumé chacun d'entre nous à percevoir et à considérer l'Autre (qui n'est en fait qu'un double de nous-même) sous les traits d'une altérité menaçante qu'il est donc légitime de réprimer ou, au mieux, de traiter avec charité, dans le secret espoir qu'il finisse par rentrer chez lui. Cet Autre est aussi notre voisin supposé porteur d'une culture, d'une religion ou d'une philosophie de vie, auquel nous attribuons des intentions séditeuses ou séparatistes, parce qu'il refuse de se plier aux injonctions d'une francité mythifiée. Faute d'admettre que nous portons une responsabilité partagée dans ce qui nous arrive aujourd'hui sur les plans politique et électoral (l'extrême droite est créditée de près de 40 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle), les cris d'alarme sur les dangers du « *populisme qui vient* »⁶⁴ ne risquent d'être qu'une entreprise de déculpabilisation collective à court terme qui permettra à des

61. Traité bilatéral entre la France et la Grande-Bretagne signé le 4 février 2003 concernant la mise en œuvre des contrôles frontaliers : RÉDACTION DU JDD, "Qu'est-ce que les accords du Touquet ?", *Le Journal du Dimanche*, le 26 novembre 2021 : <https://www.lejdd.fr/Societe/quest-ce-que-les-accords-du-touquet-4079041>.

62. MÉLENCHON, Jean-Luc, *L'avenir en commun. Le programme pour l'union populaire*, Paris : Éditions du Seuil, 2021, 158 p. ; voir également : SERVICE POLITIQUE DU JOURNAL LE MONDE ; LES DÉCODEURS, "Le programme de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle 2022", *Le Monde*, le 14 février 2022, https://www.lemonde.fr/politique/article/2022/02/14/le-programme-de-jean-luc-melenchon-a-la-presidentielle-2022_6113608_823448.html.

63. Programme du Pôle écologiste pour l'élection présidentielle de 2022, <https://www.jadot2022.fr/programme>.

64. LIOGIER, Raphaël ; MEYRAN, Régis, *Le populisme qui vient*, Paris : Éd. Textuel, 2013, 112 p.

Zemmour de prospérer dans la vie publique et de continuer pour longtemps encore à parler en notre nom.

*Marseille, le 1^{er} mars 2022**

* Je remercie Margot Venier, correspondante de presse, d'avoir le temps de relire cet éditorial et d'avoir suggéré des modifications.